

ÉDITORIAL

Tout au long du mois de mai, travailleurs, étudiants et lycéens ont mené une lutte qui, par delà la diversité de ses objectifs précis et concrets, exprimait la même volonté et le même besoin : prendre en charge sa vie, prendre en charge son travail et l'organiser soi-même, hors de toute contrainte et abattre tout ce qui pouvait s'opposer à cette oeuvre de libération.

Il est faux de croire que ce mouvement de mai a eu pour origine la «révolte étudiante», l'oeuvre de quelques agitateurs ou révolutionnaires plus ou moins professionnels. Il serait également faux d'affirmer que les travailleurs n'ont fait que participer à un mouvement strictement revendicatif, sur une base et dans une optique radicalement différente de celle des étudiants : le problème du pouvoir, celui du régime a été posé par l'action d'ensemble des travailleurs, manuels et intellectuels ; ainsi se trouve clairement mise au jour la nature réelle des événements de mai. Il serait faux enfin de prétendre que les lycéens se sont bornés à imiter leurs aînés : dès le début, ils ont, avec les comités d'action lycéens, participé à part entière à la résistance contre la répression, montrant par là

leur solidarité profonde avec les luttes étudiantes, solidarité qui reposait en fait sur une communauté d'intérêts et de revendications.

L'unité du mouvement de mai est donc indiscutable : derrière les revendications des lycéens et des étudiants sur les examens, la réforme de l'enseignement, la liberté des discussions politiques et syndicales, derrière les revendications des travailleurs dans les entreprises quant aux augmentations de salaires, aux garanties de l'emploi, à l'avance de l'âge de la retraite, aux libertés syndicales..., il y avait la même volonté : être responsable, pouvoir vivre et s'exprimer, comprendre et donc critiquer et contester, mais aussi construire et ceci en prenant en main tous les éléments du pouvoir là où ils existent : dans les lycées, les facultés, les entreprises, les quartiers et municipalités... A cet égard, ce n'était pas un hasard alors que le problème du pouvoir, à tous les niveaux, se trouva rapidement posé.

Ce n'est pas un hasard non plus si les formes d'actions utilisées ont été partout les mêmes : occupation des lieux de travail, constitution de comités, instauration de débats et de discussions, participation aux manifestations... Malgré les tentatives de divisions du gouvernement, malgré les positions de quelques

responsables ouvriers, l'unité se trouvait réalisée et elle a ouvert les perspectives les plus larges. Une situation irréversible a ainsi été créée. Mais était-elle imprévisible, inattendue ? N'est-elle due qu'à l'agitation de quelques secteurs privilégiés ?

Depuis longtemps déjà l'on pouvait percevoir les germes du malaise ; depuis longtemps déjà nous soulignons que la réalité actuelle universitaire et ouvrière allait engendrer des mouvements de grande ampleur. D'ailleurs, les mois précédents n'avaient-ils pas vu



le développement de l'agitation et des revendications dans tous les secteurs ? La rentrée universitaire s'était faite dans les conditions désastreuses que l'on sait et, au moment même où l'UNEF retrouvait à la base le contact avec les étudiants et était à nouveau capable de les mobiliser et de diriger leurs

luttons, dans de nombreux lycées, tant à Paris qu'en province, se multipliaient les comités d'action lycéen par l'intermédiaire desquels les lycéens faisaient la preuve de leur maturité. Presque au même moment, dans de nombreux secteurs industriels, les travailleurs engageaient des luttes qui certes étaient localisées mais dont la violence montrait bien que les problèmes du monde ouvrier étaient plus que jamais vivement ressentis.

D'ailleurs, les formes mêmes du mouvement de mai ne furent pas nouvelles : la répression policière et donc la violence des manifestations s'était déjà manifestée à Caen, à Nantes ; l'occupation des lieux de travail et des locaux publics avait déjà marqué la campagne revendicative des étudiants dans les campus universitaires. Les thèmes mêmes du mouvement, posant les problèmes syndicaux et politiques, avaient été partout avancés les mois derniers dans les lycées, les facultés, les entreprises.

Mais alors, quelle est l'importance de la période que nous venons de vivre et de l'action que nous avons tous menée ? Quel que soit l'avenir de nos revendications - et il faudra sans doute se battre beaucoup pour qu'elles soient satisfaites - une situation irréversible a été créée. Situation irréversible parce que nous avons montré et prouvé deux faits primordiaux : d'une part que, lorsqu'on résistait, l'on pouvait faire reculer le gouvernement et ceux dont il exprime les intérêts, - d'autre part que

l'unité, la lutte commune de tous, étudiants, lycéens, enseignants, travailleurs..., était possible et que seule elle pouvait permettre, si elle était soutenue et poursuivie d'obtenir des victoires fondamentales. Les intérêts des uns et des autres ne sont pas dissociables ; cela, nous l'avons toujours su et toujours dit mais cette fois la lutte a été commune et c'est pourquoi nous avons remporté une importante victoire.

Nous ne pensons pas en effet que le mouvement de mai est terminé. Partout les discussions, les débats, les initiatives se poursuivent. Et le gouvernement ne va pas pouvoir résoudre les problèmes qui ont été posés. Il va alors lui falloir continuer d'appliquer la politique qu'il a toujours préconisée : une crise de l'enseignement au service de l'économie capitaliste, et donc politique de sélection, de formation professionnelle tronquée, désambragement des étudiants et des lycéens (à partir d'une répression accrue). Voilà ce que sera pour nous la politique gouvernementale dans les mois à venir ; les réformes que promet le pouvoir, ce sont ses réformes, celles qu'il préconise depuis le colloque de Caen et qu'il réintroduira par un biais ou un autre. De Gaulle a été encore plus net à l'égard des travailleurs : il ne sera pas possible de leur donner ce qu'on leur a promis, si on ne rattrape pas d'un côté ce qu'on accorde de l'autre. Après ce qui s'est passé, les travailleurs ne pourront pas l'admettre. Et l'on verra à nouveau la lutte

connaître des rebondissements.

C'est que, en effet, les problèmes essentiels n'ont pas été résolus. Derrière les revendications des étudiants et des lycéens, il y a la volonté de se libérer de toute contrainte, de pouvoir penser, critiquer et proposer, de devenir autre chose qu'un petit patron, un cadre au service du patronat et contraint de participer à l'exploitation des travailleurs ; derrière les revendications des travailleurs il y a la volonté pour ceux-ci d'organiser et de diriger eux-mêmes leur travail, de ne plus être les instruments de quelques uns. Ces problèmes, ces aspirations fondamentales, il faudra bien les satisfaire un jour. La manifestation de Charletty a clairement montré qu'elles n'étaient l'apanage de quelques uns ; elle a montré que dans la lutte pour une transformation sociale radicale seule susceptible de résoudre les problèmes particuliers, la grande masse des étudiants et des travailleurs se reconnaissait et se trouvait unie, malgré les divergences d'appréciation sur tel ou tel point.

Alors c'est dans ce sens qu'il faut continuer. Si le mouvement n'est pas mort, il faut se préparer à la poursuite de la lutte, à son intensification. De notre côté, nous mettrons tout en oeuvre en ce sens. C'est pourquoi, les 5, 6 et 7 juillet les étudiants qui sont membres de l'UNEF ou qui sont prêts à travailler avec l'UNEF, se rencontrent pour définir la ligne d'action de l'UNEF, proposer des axes de luttes, envisager

l'instauration des structures qui permettront de faire de l'UNEF l'instrument de lutte de tous les étudiants progressistes et révolutionnaires combattant avec les travailleurs pour une transformation radicale de la société dans un sens réellement démocratique, c'est-à-dire dans l'optique de

l'instauration d'un réel socialisme, le socialisme des travailleurs où ceux-ci dirigent la société et où chacun garde son droit de contrôle et de critique.

C'est pourquoi aussi nous appelons les lycéens à lutter aux côtés et avec les étudiants et les travailleurs. C'est en ce sens que nous concevons ce

journal, destiné particulièrement aux lycéens des classes terminales, qui vont bientôt entrer en faculté, afin qu'ils soient informés et préparés à rejoindre l'organisation de lutte en milieu étudiant : l'UNEF, et à poursuivre le combat entrepris dans les lycées.



JUIN 1968

Rédacteur en chef : **Jean-Daniel BENARD**

Comité de Rédaction :

U.N.E.F. : **SAUVAGEOT, PIERQUIN, MICHEL, MASSON, SCHWARTZ.**

C.A.L. : **WEISSBERG, RECANATI, BUTAUD.**